

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 01/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARPI MINERAL FRANCE

Ecopole des grands moulins
21270 Drambon

Références : 2024-299
Code AIOT : 0005401112

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/07/2024 dans l'établissement SARPI MINERAL FRANCE implanté ECOPOLE DES GRANDS MOULINS 21270 Drambon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARPI MINERAL FRANCE
- Ecopole des grands moulins 21270 Drambon
- Code AIOT : 0005401112
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux, comprise dans le périmètre de l'Ecopôle des

Grands Moulins, est située sur la commune de DRAMBON dans le département de la Côte d'Or et exploitée par la société SARPI MINERAL FRANCE dans le cadre de l'Arrêté Préfectoral n° 465 du 3 juillet 2019 et de l'Arrêté Préfectoral Complémentaire n° 716 du 15 juin 2022 portant transfert de l'autorisation d'exploiter du site à la société SARPI MINERAL FRANCE.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ✓ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ✓ les observations éventuelles ;
 - ✓ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ✓ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ✓ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ✓ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|--|-------------------|
| 1 | Barrière de sécurité passive | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8 | Sans objet |
| 2 | Barrière de sécurité passive | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8 | Sans objet |
| 3 | Barrière de sécurité passive | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8 | Sans objet |
| 4 | Barrière de sécurité active | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9 > I. | Sans objet |
| 5 | Exigences relatives à l'étanchéité, au drainage et à la stabil... | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9 > II. | Sans objet |
| 6 | Couche drainante – gestion des lixiviats | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9 > III. | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection a procédé à la vérification documentaire, par sondage, des divers contrôles, menés par l'organisme tiers, relatifs aux travaux réalisés pour la construction du casier K2-1b de l'ISDND. Elle n'émet pas d'observation à l'issue de cet examen.

Cet examen a été complété par une visite du site le 17 juillet 2024, qui n'a pas révélé d'incohérence entre les constats visuels réalisés et les éléments examinés dans le dossier.

Sur la base des éléments communiqués par l'exploitant et de la visite de terrain, l'Inspection des installations classées n'a pas constaté de non-conformité faisant obstacle à la mise en service du casier K2-1b et donc à l'admission des déchets dans celui-ci.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Barrière de sécurité passive

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8 |
| Thème(s) : Risques chroniques, BSP : couche 1 m perméabilité 1.10-9 m/s |
| Prescription contrôlée : |

| |
|--|
| <p>La protection du sol, des eaux souterraines et de surface est assurée par une barrière géologique dite "barrière de sécurité passive" constituée du terrain naturel en l'état répondant aux critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> le fond d'un casier présente, de haut en bas, une couche de perméabilité inférieure ou égale à 1.10-9 m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur ... |
| <p>Constats :</p> <p>La Barrière de Sécurité Passive de perméabilité inférieure ou égale à 1.10-9m/s fait l'objet d'un rapport de la part d'un bureau de contrôle extérieur (référence 2024/007C).</p> <p>Le programme de contrôle prévoyait un essai minimum pour 1000 m² (essais selon les normes NF 30 420 et 424).</p> <p>Il a été réalisé 16 essais de perméabilité au simple anneau fermé (norme NF X 30-420) et 33 essais de perméabilité en mini forage type G2DC (norme NF X 30-424). Ces essais ont révélé des non conformités qui ont entraîné la reprise de plusieurs zones. Les essais réalisés après reprise des zones non conformes valident la barrière de sécurité passive, avec un coefficient de perméabilité $k \leq 1.10-9$ m/s sur 1 mètre d'épaisseur.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 2 : Barrière de sécurité passive

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, BSP : couche 5 m perméabilité 1.10-6 m/s</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>... et une couche de perméabilité inférieure ou égale à 1.10-6 m/s sur au moins 5 mètres d'épaisseur ;</p> |
| <p>Constats :</p> <p>La Barrière de Sécurité Passive Naturelle (perméabilité inférieure ou égale à 1.10-6m/s) fait l'objet d'un rapport du bureau de contrôle extérieur (référence 2024/007A).</p> <p>Le programme de contrôle prévoyait 2 essais en flûte de pan de 5 forages chacune, dont les profondeurs respectives prévues étaient 1, 2, 3, 4 et 5m.</p> <p>Les 10 forages ont fait l'objet d'essais en conformité avec la norme NF X 30-424 (essais en forage à charge constante). Ces essais concluent que le substratum est constitué d'au moins 5 mètres dont le coefficient de perméabilité k est inférieur à 1.10-6m/s et est donc conforme aux attendus.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 3 : Barrière de sécurité passive

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Flancs de casier</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> |

- les flancs d'un casier présentent une perméabilité inférieure ou égale à 1.10^{-9} m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur.

La géométrie des flancs est déterminée de façon à assurer un coefficient de stabilité suffisant et à ne pas altérer l'efficacité de la barrière passive. L'étude de stabilité est jointe au dossier de demande d'autorisation d'exploiter.

Constats :

La perméabilité des flancs de casier est reprise dans le rapport de contrôle de l'ensemble de la BSP repris dans le point de contrôle précédent.

L'étude de stabilité est présentée dans le document 2024/007E. Les calculs réalisés montrent une stabilité des talus de la digue de fermeture à court, moyen et long terme avec un facteur de sécurité supérieur à 1,5 avec des pentes de talus extérieurs à 3H/1V et de talus intérieurs à 2H/1V.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Barrière de sécurité active

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9 > I.

Thème(s) : Risques chroniques, BSA

Prescription contrôlée :

Sur le fond et les flancs de chaque casier, est mis en place un dispositif complémentaire assurant l'étanchéité du casier et contribuant au drainage et à la collecte des lixiviats. Ce dispositif est appelé "barrière de sécurité active". Le dispositif mentionné à l'alinéa précédent est constitué d'une géomembrane résistante aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme. Pour la pose de la géomembrane, l'exploitant fait appel à un poseur certifié dans ce domaine. Si ce revêtement présente des discontinuités, les raccords opérés résistent à l'ensemble des sollicitations citées au deuxième alinéa, dans des conditions normales d'exploitation et de suivi long terme.

Constats :

Par-dessus la Barrière de Sécurité Passive vient se placer la Barrière de Sécurité Active constituée d'une géomembrane en Polyéthylène de Haute Densité de 2,0 mm d'épaisseur posée sur la BSP. Cette géomembrane est recouverte d'un composite de drainage permettant de drainer les lixiviats qui est lui-même protégé par un géotextile.

Les certificats de qualité des matériaux utilisés sont fournis :

- Membrane Solmax HD B 2,0 mm - certification ASQUAL N° 3301 CQ 22 ;
- Géotextile EnkaDrain 5004F/5-2s/M110PP - certification ASQUAL N° 8401 CQ 21 ;
- Géotextile P80 - certification ASQUAL N° 9401 CQ 21 ;

L'ensemble des soudures a été réalisé par deux soudeurs habilités ASQUAL (habilitations valables jusqu'au 20/04/2025 et 27/02/2027).

Le journal de chantier permet de tracer les différentes étapes de pose. Par sondage, les travaux en

date du 17 avril 2024 ont été examinés : la géomembrane est posée selon le plan de calpinage 3,1 ; 3,2 ; 4,1A ; 4,2a ; 4,3 a et 4,4 (référence des rouleaux et numéro de fabrication 006216/006206) soit 1500m².

Il est précisé :

- le nom du soudeur habilité ;
- la pose du géotextile de protection ;
- la mise en place de la couche (lestage) de protection ;
- l'ancrage et le fichage.

Ce même jour, trois essais de pelage et trois essais de cisaillement sont effectués matin et après-midi (soit 12 échantillons). Ces essais en interne ne montrent pas de non conformité, ces résultats sont confirmés par les essais réalisés le même jour par un bureau de contrôle extérieur (rapport référence 2024/007D).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Exigences relatives à l'étanchéité, au drainage et à la stabil...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9 > II.

Thème(s) : Risques chroniques, Couche drainante et gestion des lixiviats

Prescription contrôlée :

En fond de casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert d'une couche de drainage d'une épaisseur minimale de 50 centimètres, constituée d'un réseau de drains permettant l'évacuation des lixiviats vers un collecteur principal complété d'une structure granulaire artificielle ou naturelle dont la perméabilité est supérieure ou égale à 1.10^{-4} m/s. Cette couche de drainage résiste aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme. Si, sur la base d'une évaluation des risques pour l'environnement, il est établi que les casiers n'entraînent aucun risque potentiel pour le sol, les eaux souterraines ou les eaux de surface, et l'air ambiant, les exigences mentionnées à l'alinéa précédent peuvent être adaptées en conséquence par arrêté préfectoral.

Constats :

Selon le plan de recolement (2024011 - DRAMBON CASIER K2IB) fourni, la couche drainante est réalisée en galets (granulométrie 20/40 et 20/63) d'une épaisseur allant de 50 cm à 1,60m au niveau du point bas de collecte des eaux drainées.

Les drains périphériques de collecte ont une pente minimale de 1 % et convergent vers un regard de diamètre 1m dont le fil d'eau est à la cote Ngf de 187,09.

Les aménagements connexes ont fait l'objet d'un rapport de contrôle (dossier n°2024/007G) établi par un bureau extérieur.

Les deux plaques extrudées assurant l'étanchéité de la traversée de la diguette ont été contrôlées et sont conformes (tracé en page 15 du rapport 2024_007D Rapport_Barrière active et mise en œuvre du drainant).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Couche drainante – gestion des lixiviats

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9 > III. |
| Thème(s) : Risques chroniques, Géotextile anti poinçonnement |
| Prescription contrôlée : Un géotextile antipoinçonnant est intercalé entre la géomembrane et le matériau constitutif de la couche de drainage si celle-ci présente un risque d'endommagement de la géomembrane. Sur les flancs du casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert de géotextile de protection ou de tout dispositif équivalent sur toute sa hauteur. Ce dispositif est résistant aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme. |
| Constats : Un géotextile P80 a été mis en place entre la géomembrane en polyéthylène haute densité et la couche drainante en galet (20/40, 20/63). L'ancrage du système de Barrière de Sécurité Active est réalisé par une tranchée d'ancrage de section 0,60x0,60 en tête de talus. Les drains mis en place ont fait l'objet d'une note de calcul de vérification à l'écrasement (230326-5LR du 26/03/2024). Les facteurs de sécurité calculés en stabilité sont supérieurs aux seuils tolérés. |
| Type de suites proposées : Sans suite |